



**HAL**  
open science

## Violences urbaines de l'automne 2005 : Quel dénominateur commun ?

Gérard-François Dumont

► **To cite this version:**

Gérard-François Dumont. Violences urbaines de l'automne 2005 : Quel dénominateur commun ?. Population et avenir, 2006, 677, pp.3. 10.3917/popav.676.0003 . halshs-00768943

**HAL Id: halshs-00768943**

**<https://shs.hal.science/halshs-00768943>**

Submitted on 26 Dec 2012

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Violences urbaines : quel dénominateur commun ?

par  
Gérard-François  
DUMONT



**À l'automne 2005, les télévisions du monde ont ouvert leurs journaux en parlant de la France et, plus précisément, des violences urbaines nocturnes qui s'y sont déroulées pendant 20 jours, du 27 octobre au 17 novembre. De nombreuses explications ont été proposées, et pourtant un seul dénominateur commun apparaît : le territoire\*.**

Dans les tout premiers jours, certains ont émis l'idée qu'il ne se passait rien de très original. Ce genre d'événement s'était déjà produit en France, par exemple à Vénissieux et à Vaulx-en-Velin en 1981, ou à l'étranger. La presse s'est rappelé les terribles émeutes de Los Angeles qui avaient débuté le 29 avril 1992. Mais leur déclenchement, leur durée, leur géographie n'avaient pas grand-chose à voir avec la France de 2005. On sait que les violences urbaines ont démarré en France à la suite de la mort de deux jeunes électrocutés dans un transformateur électrique et d'un troisième grièvement brûlé, les circonstances de cet accident, en marge d'une intervention policière, faisant l'objet d'une controverse.

À Los Angeles, les émeutes de 1992 sont déclenchées par un verdict inique : trois des quatre policiers blancs vus, grâce à un film vidéo amateur, sur toutes les télévisions du monde en train de tabasser un contrevenant noir, sont acquittés. Il faudra un tribunal fédéral convoqué par le président George H. Bush pour corriger la décision judiciaire. Les émeutes de Los Angeles ne durèrent que trois jours, mais après un bilan horrible, plus de 50 morts, plus de 4 000 blessés, et elles restent circonscrites à Los Angeles.

Dans la France de l'automne 2005, les jours, ou plutôt les nuits d'émeutes urbaines, s'ajoutant les uns aux autres, l'embrasement apparaît sans équivalent par sa durée et le nombre de communes concernées : trois cents.

Puisque le phénomène est sans comparaison ni dans l'histoire française, ni dans d'autres pays, la recherche de causalité, de l'explication magique qui va permettre de tout comprendre, va bon train : tour à tour sont notamment citées des causes **religieuses** (mais l'Union des organisations islamiques de France diffuse une fatwa précisant qu'un bon musulman ne doit pas se comporter comme un délinquant), **politiques** (mais les partis d'extrême gauche comme d'extrême droite n'ont aucune prise sur les événements, tandis que la gauche, loin d'exploiter politiquement l'affaiblissement du président<sup>1</sup>, soutient par ses votes au Parlement le retour au calme), **sociales** (mais aucun syndicat ne s'associe à ces événements nocturnes, syndicats qui ont plutôt l'habitude de se montrer en plein jour pour viser une meilleure couverture médiatique) ou **ethniques** (mais nombre de quartiers des grandes agglomérations de France, dont la population est incontestablement d'une grande diversité ethnique, ne participent pas aux violences).

D'aucuns s'inquiètent aussi de la densité de population existant dans les quartiers sensibles. Là encore, elle n'a rien d'exceptionnel : souvent moindre que celle de beaucoup de quartiers urbains, elle est même nettement inférieure à celle de la majorité des quartiers de Paris.

Finalement, il faut trouver au moins ce qu'en science sociale on appelle un « déterminant direct » des deux personnes battues à mort, des milliers de voitures incendiées, de la centaine d'écoles et d'édifices publics incendiés, des dizaines d'entreprises incendiées. Autrement dit, y a-t-il un point commun entre les émeutiers et les victimes qui permettrait un constat objectif permettant de qualifier les violences urbaines ?

Il n'y en a qu'un : les émeutiers habitent dans des quartiers issus des idéologies fonctionnalistes des années 1960<sup>2</sup>, dans des quartiers enclavés, et les victimes sont également des habitants de ces quartiers « à l'écart de la ville »<sup>3</sup>. **Le dénominateur commun est donc le territoire**, des populations habitant sur des territoires qui manquent tout simplement d'urbanité.

Le défi de l'avenir est donc d'une redoutable simplicité : créer de l'urbanité au service de la concorde sociale pour tous les territoires français. ●



\* Gérard-François Dumont propose ici une synthèse de ses nombreuses interventions dans les télévisions et radios.

1. Par exemple avec cette intervention tardive, et jugée peu convaincante, du 6 novembre.

2. Issues de l'idéologie anti-humaniste de la charte d'Athènes de 1932.

3. Expression que *Le Monde* utilise par exemple pour qualifier la Rose-des-Vents ou Cité des 3000, à Aulnay-sous-Bois, 18 novembre 2005, p. 25.